

NATIONS UNIES

Assemblée générale

CINQUANTIÈME SESSION

Documents officiels

Cinquième Commission
37e séance
tenue le
mercredi 6 décembre 1995
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 37e SÉANCE

Président : M. AMARI (Tunisie)
(Vice-Président)

Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 118 DE L'ORDRE DU JOUR : CORPS COMMUN D'INSPECTION (suite)

POINT 121 DE L'ORDRE DU JOUR : RÉGIME COMMUN DES NATIONS UNIES (suite)

POINT 164 DE L'ORDRE DU JOUR : NORMALISATION DE LA SITUATION DE L'AFRIQUE DU SUD

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.5/50/SR.37
19 janvier 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

95-82640 (F)
(barcodes)

/...

En l'absence de M. Vilchez Asher (Nicaragua), M. Amari (Tunisie), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 15.

POINT 118 DE L'ORDRE DU JOUR : CORPS COMMUN D'INSPECTION (*suite*) (A/49/34, A/49/423, A/49/560, A/49/629 et A/49/632; A/50/34, A/50/113 et Add.1, A/50/125 et Add.1, A/50/126 et Add.1, A/50/140 et Add.1, A/50/503 et Add.1, A/50/507, A/50/509, A/50/549/Add.1, A/50/571, A/50/572, A/50/686, A/50/692, A/50/721, A/50/742, A/50/753, A/50/780 et A/50/784; E/1993/119 et Add.1)

1. M. FAGUNDES (Brésil), parlant au nom du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, déclare qu'une information en retour de la part des États Membres est indispensable à l'effort entrepris par le Corps commun d'inspection (CCI) pour améliorer sa performance. Dans ce contexte, le Groupe est favorable à la suggestion du Président selon laquelle il faudrait réinstituer le système d'examen des rapports du CCI sur une base annuelle. Il estime en outre, au vu du nombre important de documents relatifs au Corps commun, que les rapports futurs devraient être répertoriés au titre du point correspondant de l'ordre du jour, ce qui contribuerait à ce qu'ils fassent davantage l'objet d'un examen de fond.

2. En ce qui concerne le rapport du Corps commun pour 1995 (A/50/34), le Groupe est d'accord avec le point de vue exprimé au chapitre IV, selon lequel le CCI a besoin d'appuis et de mesures au niveau du personnel afin de garantir son indépendance budgétaire, et il soutient donc les recommandations correspondantes formulées par le Comité consultatif aux paragraphes IX.4 à IX.10 de son rapport sur le projet de budget-programme (A/50/7).

3. En outre, le Groupe appuie les conclusions figurant au chapitre VI du rapport du Corps commun, selon lesquelles les questions majeures que doivent examiner les États Membres concernent le renforcement du secrétariat du CCI, le choix de ses inspecteurs, son indépendance sur le plan budgétaire et administratif, et ses orientations. En ce qui concerne le programme de travail du Corps commun, des informations mises à jour doivent être fournies quant à la situation des rapports, indiqués à l'annexe II, qui n'ont pas encore été soumis à l'Assemblée générale. Il convient en particulier de prêter une étroite attention aux mesures destinées à renforcer les organes de contrôle externe, comme le demandait l'Assemblée générale dans ses décisions 47/454 et 48/493. La reprise de la session de la Cinquième Commission fournira une occasion idéale dans cette perspective.

4. En ce qui concerne le Bureau des services de contrôle interne, l'orateur dit que son Groupe est d'accord avec la recommandation formulée par le Corps commun dans le document A/50/459/Add.1, selon laquelle l'Assemblée générale ne devrait examiner que les rapports du Bureau au sujet desquels le CCI a présenté des observations, et estime que la même disposition devrait s'appliquer également au Comité des commissaires aux comptes. Quant à la question de l'application et du suivi des recommandations du Corps commun, l'orateur attire l'attention sur les remarques contenues dans le paragraphe 77 de son rapport, qui soulignent la nécessité d'efforts conjoints de la part du CCI et des autres organes concernés, et il engage toutes les parties intéressées à respecter pleinement les dispositions pertinentes de l'Assemblée générale. Conformément à

/...

la résolution 48/218 B, le Bureau des services de contrôle interne doit vérifier que les responsables des programmes respectent les recommandations des organes de contrôle externe, y compris le Corps commun d'inspection, qui ont été approuvées.

5. Mlle RODRIGUEZ (Cuba) dit que le CCI a été critiqué dans le passé pour l'aspect trop général et l'intérêt pratique limité de ses recommandations, mais qu'il a fait des efforts considérables, ces dernières années, pour améliorer ses performances, et que toute critique relative à ses activités se doit d'être constructive et d'avoir pour but d'encourager une telle amélioration. Sa délégation estime toutefois que le Corps commun ne s'acquitte pas encore comme il convient de son mandat, qui consiste à identifier les problèmes spécifiques qui se posent, sur le plan administratif et en matière de gestion, dans l'ensemble du système des Nations Unies, et de faire des recommandations précises et d'ordre pratique. De plus, certains des rapports du CCI ont dépassé le cadre de son mandat, tel qu'il est défini à l'article 5 de son statut. En pareil cas, les recommandations du CCI n'ont pas reçu un accueil favorable.

6. Quant à la question des rapports entre le Corps commun et le Bureau des services de contrôle interne, l'orateur insiste sur la nécessité d'une coordination effective de leurs efforts, de manière à faire en sorte qu'ils aient un impact maximal, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 7 de la résolution 48/221. Conformément au vœu formulé par l'Assemblée générale, selon lequel les fonctions et attributions des divers organes de contrôle externe et interne doivent demeurer distinctes, sa délégation insiste sur le fait que le Corps commun est un mécanisme interne relevant du Secrétariat et responsable auprès du Secrétaire général, tandis que le Bureau des services de contrôle interne couvre l'ensemble du système des Nations Unies et est responsable auprès des États Membres. En tant qu'organe interne du Secrétariat, toutefois, le Bureau entre dans le champ de supervision du Corps commun. La délégation de l'orateur félicite ces deux organes de l'aspect excellent de leurs relations de travail, et notamment de l'interprétation correcte qu'ils font de leurs rôles respectifs.

7. Attirant l'attention sur l'engagement pris par l'Assemblée générale, dans ses décisions 47/454 et 48/493, d'analyser le fonctionnement des mécanismes de contrôle externe en vue de les renforcer, la délégation de l'orateur regrette que des progrès n'aient pas été faits dans ce domaine et espère que cette question sera examinée comme il convient par la Commission lors de la reprise de sa session.

8. Relevant l'appel lancé par le Corps commun pour que l'Assemblée générale prenne des initiatives et définisse des orientations en ce qui concerne ses besoins d'appui administratif, la délégation de l'orateur regrette que le Secrétariat ait ignoré les directives appropriées de l'Assemblée générale et espère que les États Membres veilleront à ce que leurs décisions soient convenablement appliquées durant les délibérations relatives au projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1996-1997. Elle ne comprend pas, en particulier, comment le Secrétariat a pu recommander la création de 14 nouveaux postes pour le Bureau des services de contrôle interne, tout en refusant de donner droit au Corps commun qui demandait une légère augmentation de ses ressources.

9. Indiquant que sa délégation est d'accord avec le point de vue exprimé par le Corps commun au paragraphe 72 de son rapport (A/50/34), selon lequel le suivi constitue la phase la plus importante de son activité et le point de départ du contrôle de la qualité et de l'impact de ses recommandations, l'orateur félicite le CCI des efforts internes qu'il a déployés à cette fin.

10. M. CHUDY (Pologne), en se félicitant de l'amélioration des méthodes de travail du Corps commun d'inspection, insiste sur le fait qu'il conviendra, à l'avenir, d'éviter que des rapports fassent double emploi et que des rapports inutiles soient soumis. Il appuie en outre la déclaration faite par le représentant norvégien, lors d'une séance antérieure, pour que le Corps commun renforce et améliore sa coopération avec le Bureau des services de contrôle interne. Il approuve la suggestion selon laquelle l'Assemblée générale devrait examiner les rapports annuels du CCI sur une base annuelle.

11. M. BOUAYAD-AGHA (Président du Corps commun d'inspection) dit que le Corps commun, qui se définit en vertu du mandat qui lui a été confié par les États Membres, ne peut pas à la fois être populaire et s'acquitter comme il convient de ses fonctions d'inspection.

12. Le représentant du Japon avait demandé au Secrétariat des éclaircissements au sujet du fait que les propositions budgétaires du Corps commun n'avaient pas été incluses dans le projet de budget-programme. Le fait que le Secrétariat n'a pas répondu à cette demande est indicatif de son attitude à l'égard des besoins budgétaires du CCI et des décisions correspondantes de l'Assemblée générale, et l'orateur exprime l'espoir que les États Membres ne permettront pas à cette attitude de prévaloir.

13. Quant à la question des orientations données au Corps commun, qui est évoquée au paragraphe 48 de son rapport (A/50/34), il indique que celui-ci veut envisager des moyens de renforcer les rôles de son Président et de son Vice-Président, de manière à tirer plus effectivement parti de la sagesse collective dont il dispose, comme envisagé dans son statut.

14. En réponse à une demande formulée par le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, l'orateur fournit des informations mises à jour sur la situation de divers rapports, indiqués à l'annexe II du document A/50/34, qui n'ont pas encore été soumis à l'Assemblée générale. L'enquête sur les relations entre l'administration et les syndicats dans les organismes des Nations Unies a débuté il y a quelque temps, mais le Corps commun attend actuellement d'importantes informations, en particulier de la part du Secrétariat de l'ONU. Le rapport sur les services communs des organismes des Nations Unies sis à New York est sur le point d'être achevé et sera introduit lors de la reprise de la session de la Cinquième Commission. L'analyse comparative à l'échelle du système des méthodes de répartition géographique devrait être achevée à temps pour la cinquante-et-unième session de l'Assemblée générale. Le Bureau des services de contrôle interne étudie actuellement la question du système d'accès par carte aux locaux de l'ONU, et le Corps commun attend d'être informé des résultats de cette étude. La deuxième partie du rapport sur l'inspection de l'application des politiques de l'Organisation des Nations Unies en matière de recrutement, d'affectation et de promotion sera soumise à la Cinquième Commission lors de la reprise de sa session. Le rapport intitulé "Coopération des organismes des Nations Unies dans le domaine de la science et de la

technique pour le développement : Amérique latine et Caraïbes" a été reporté à 1996 du fait de l'insuffisance des capacités de recherche du Corps commun. L'évaluation de l'exécution du nouvel ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 est achevée et a été transmise aux organismes participants pour qu'ils prennent les mesures voulues. Enfin, les rapports sur la composante militaire des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et sur le renforcement des moyens de prévention des conflits que les Nations Unies peuvent mettre en oeuvre sont en cours de traduction.

POINT 121 DE L'ORDRE DU JOUR : RÉGIME COMMUN DES NATIONS UNIES (suite) (A/50/30 et Corr.1; A/C.5/50/5, A/C.5/50/11, A/C.5/50/23, A/C.5/50/24 et Corr.1 et A/C.5/50/29)

15. Mlle KIENLE (Allemagne) dit que sa délégation désire s'associer aux déclarations faites lors de séances antérieures par les représentants du Japon et de la République de Corée en ce qui concerne la décision du Secrétaire général de suspendre les engagements à titre permanent ou pour une période de stage. Au moment où la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) propose des mesures pour améliorer les conditions de service, cette décision se traduira par une détérioration de ces conditions, en particulier pour les jeunes membres du personnel recrutés par voie de concours nationaux, sans améliorer en quoi que ce soit la situation des flux de trésorerie ou promouvoir une culture appropriée en matière de gestion. Elle espère par conséquent que cette décision sera retirée.

16. Mme ARCHINI (Italie) dit que sa délégation se joint au représentant de l'Allemagne pour soutenir les déclarations de la République de Corée et du Japon. L'Italie est très préoccupée par la décision de suspendre les engagements à titre permanent au terme de la période de stage pour les jeunes membres du personnel recrutés par voie de concours nationaux, et elle espère que le Secrétaire général reviendra sur cette décision.

17. Mlle ALMAO (Nouvelle-Zélande), faisant siennes les déclarations des précédents intervenants, dit que la décision en question est inacceptable, dans la mesure où elle représente une rupture des contrats conclus avec les membres du personnels recrutés par voie de concours.

18. M. MUÑOZ (Espagne), se ralliant également aux déclarations des précédents orateurs, espère que le Secrétariat réexaminera et annulera cette décision.

19. Mme EMERSON (Portugal) dit que sa délégation se joint aux autres pour exprimer sa préoccupation au sujet de la décision. Le Secrétaire général devrait respecter non seulement les contrats conclus avec les nouveaux membres du personnel recrutés par voie de concours, mais aussi les accords correspondants avec les États Membres. La délégation de l'orateur espère que cette décision sera annulée.

20. M. HANSON (Canada), s'associant aux précédents intervenants, dit que le recrutement de fonctionnaires en classe de début est la bouffée d'oxygène qui permet à une organisation, quelle qu'elle soit, de vivre : les jeunes gens recrutés aujourd'hui seront l'élément vital de l'Organisation dans dix ans, et sa délégation espère, par conséquent, que la décision sera suspendue.

21. M. BEL HADJ AMOR (Président de la Commission de la fonction publique internationale), en réponse aux questions soulevées lors du débat général au sujet du rapport de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) pour l'année 1995 (A/50/30 et Corr.1), déclare que les modifications de la méthode de calcul de la marge approuvées par la Commission en 1995 concernent l'inclusion de régimes de rémunérations spéciales et la méthode utilisée pour les agréger avec le Barème général. Elles s'appliquent à tous les éléments pertinents de la rémunération nette au niveau du point de référence, y compris les primes et les attributions au mérite, et leur effet conjugué est d'environ quatre points de pourcentage.

22. En réponse à la suggestion selon laquelle la Commission a approuvé les changements dans l'intention d'abaisser la marge, l'orateur souligne que seuls ont été introduits les changements qu'il était nécessaire d'apporter pour rendre effectivement compte de l'échelle complète des rémunérations fournies par le service de référence. Les modifications du système de rémunération du point de référence qui avaient pour effet d'introduire de nouveaux systèmes de rémunérations spéciales et d'en éliminer ou d'en réviser d'autres ont fait qu'il convenait d'examiner la manière dont il fallait considérer les systèmes en question dans les comparaisons de la marge de rémunération nette. En outre, le retard avec lequel ont été reflétés plusieurs barèmes spéciaux par organisation après leur introduction dans le service de référence a eu pour effet de sous-estimer le véritable niveau de compensation disponible dans les systèmes du point de comparaison. Le fait de ne pas adapter les méthodes de calcul de la marge aux réalités du système de rémunération de référence aurait eu pour conséquence de les lier à l'élément le moins compétitif du système de rémunération de référence, à savoir le Barème général.

23. Un certain nombre de délégations ont demandé des éclaircissements sur la méthode utilisée pour comparer les rémunérations du système des Nations Unies avec celles de l'administration fédérale des États-Unis. L'examen par la Commission de l'application du principe Noblemaire a inclus une étude approfondie des méthodes de mesure utilisées pour déterminer les niveaux de rémunération des deux côtés. Ce type d'examen périodique est essentiel au vu de la rapidité avec laquelle évoluent les systèmes de rémunération au sein de la fonction publique de référence. Le travail de mesure des rémunérations au niveau de cette dernière est devenu de plus en plus complexe à mesure de l'évolution de ces systèmes. En fait, l'administration fédérale des États-Unis ne constitue plus un système unique et monolithique susceptible d'être représenté de manière adéquate par le Barème général. Elle reflète actuellement plus de 100 systèmes de rémunération distincts, dont beaucoup ont payé des barèmes supérieurs de 30 à 40 % à ceux du Barème général, du fait que ce dernier n'est pas compétitif vis-à-vis du marché du travail des États-Unis. La Commission est d'avis que l'application effective de la Loi de 1990 sur la comparabilité de la rémunération des fonctionnaires de l'administration fédérale des États-Unis ("Federal Employees Pay Comparability Act of 1990", ou FEPCA) aurait contribué pour beaucoup à résoudre les problèmes de recrutement et de maintien en place du personnel qu'a connus le service de référence, et aurait réduit les problèmes connexes rencontrés au niveau du régime commun des Nations Unies. Le fait que les réformes prévues au titre de la FEPCA n'aient pas été appliquées signifie toutefois que les niveaux de rémunération du Barème général du service de référence ne sont toujours pas compétitifs.

24. Il semble qu'il y ait un malentendu au sujet des barèmes spéciaux. La Commission est opposée à l'introduction de barèmes spéciaux de rémunérations à l'échelle de tout un organisme, mais elle est favorable à l'application de barèmes professionnels spéciaux dans le régime commun, comme moyen de faire face aux problèmes de recrutement qui se posent pour certaines spécialités d'ordre technique.

25. Le compte rendu des délibérations de la Commission sur l'examen de l'application du principe Noblemaire reflète les différents points de vue des membres. Bien que la Commission se soit efforcée, dans son rapport, de refléter la diversité des points de vue exprimés, il convient de mettre l'accent sur ses recommandations et décisions finales, qui reflètent le consensus auquel ses membres sont parvenus.

26. Certains ont fait part de leur déception du fait que la Commission n'a pas mené à bien les études visant à identifier l'administration nationale la mieux rémunérée. Selon l'interprétation de la Commission, toutes les données pertinentes ont été recueillies, et il en a été convenablement rendu compte à l'Assemblée dans le cadre des paragraphes 122 à 172 de son rapport annuel. En conséquence, bien qu'elle entende continuer de suivre le processus de comparaison des rémunérations totales entre le système allemand et le système américain, la CFPI considère comme close la question de ces études.

27. En ce qui concerne l'analyse des résultats de l'étude, la Commission n'est pas convaincue du fait qu'étendre l'étude au reste de l'Allemagne aurait beaucoup d'impact, dans la mesure où la différence entre le niveau global de rémunération pour Beamte et Angestellte n'est que de 3 %, et toute variation des pondérations relatives de ces deux catégories n'aurait donc qu'une incidence marginale sur le résultat d'ensemble.

28. Pour ce qui est de la recommandation formulée par la Commission en vue de ramener la marge de rémunération nette au point médian souhaitable de 115 en 1996, l'orateur rappelle que l'Assemblée générale, dans sa résolution 40/244, a approuvé une fourchette se situant entre 110 et 120, avec un point médian souhaitable de 115. Cette fourchette a été confirmée dans des résolutions ultérieures. Quant à la suggestion selon laquelle l'augmentation de l'indemnité de poste à New York qui devait intervenir en novembre 1995 entraînerait des augmentations dans d'autres lieux d'affectation à travers le monde, l'orateur tient à souligner que cette augmentation n'est applicable qu'à New York.

29. Sur la question des problèmes de recrutement et de maintien du personnel signalés par des organisations, il fait remarquer que les statistiques concernant les problèmes de recrutement ont toujours été difficiles à rassembler et à interpréter. Au terme d'une analyse détaillée qu'elle a faite sur cette question en 1994, la Commission n'était toujours pas persuadée de l'existence de problèmes de recrutement généralisés. Elle a également du mal à accepter la conclusion selon laquelle la performance du personnel du régime commun n'est pas à la hauteur de celle des employés du secteur privé, des organisations non gouvernementales et des États Membres. Il s'avère toutefois évident qu'on aura du mal à obtenir des preuves absolues des problèmes que les organisations disent rencontrer pour attirer et conserver du personnel de haut calibre venant de tous les pays, y compris celles qui ont des niveaux de rémunération élevés. C'est,

en conséquence, l'un des nombreux facteurs dont a tenu compte la Commission en formulant ses recommandations.

30. La Commission croit fermement que les gains de productivité doivent aller de pair avec des améliorations des conditions de service. Les améliorations des niveaux de salaires ne vont pas à l'encontre des réformes de gestion ou d'un surcroît de productivité. En réalité, ces deux éléments se renforcent mutuellement.

31. La Commission continue de garder à l'étude le lien qui existe entre les niveaux de rémunération nette des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur et ceux des services généraux et des catégories correspondantes. Elle a en outre prévu pour 1996 un examen d'ensemble du fonctionnement du système des primes de mobilité et de sujétion.

32. Pour ce qui est, enfin, de la demande tendant à ce que les délibérations de la Commission soient plus ouvertes et transparentes, l'orateur tient à souligner que les délibérations sur toutes les questions de fond se font avec la participation active de toutes les parties concernées. Il semble que ce qui fait problème, c'est plus le résultat du processus que le processus lui-même, mais ce type de critique fait partie du prix que doit payer un processus basé sur le principe d'impartialité.

33. M. HALLIDAY (Sous-Secrétaire général à la gestion des ressources humaines) souhaite apporter son appui aux déclarations faites par le Président de la CFPI sur certains aspects du rapport de la Commission. Sur la question du recrutement et du maintien en poste du personnel, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) a soumis à la CFPI, en 1994, les conclusions d'une étude portant sur les années 1989 à 1993. Cette étude a analysé le taux de rotation du personnel à mettre au compte des départs volontaires, les qualifications des candidats à des postes vacants au sein de l'Organisation, le nombre de candidats qui refusent des offres d'emploi et la proportion dans laquelle les organismes sont obligés d'engager du personnel au dessus du point médian de l'échelle de traitement respective.

34. Les données recueillies par le CCQAB durant la période en question font ressortir les faits suivants : il y a eu 736 départs volontaires de neuf organismes différents, plus de 950 postes vacants au sein de huit organisations n'ont pas été pourvus, on a enregistré 234 cas d'engagements au dessus du point médian de l'échelle de traitement respective dans sept organismes, et l'on peut faire état de 83 cas d'offres d'emploi refusées au niveau de cinq organismes. Ces données confirment l'expérience faite par l'ONU, à savoir que, de plus en plus, les régimes de rémunération disponibles au sein de l'Organisation ne sont tout simplement pas assez attractifs pour les éléments les plus qualifiés et les plus brillants des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et des autres pays dont les structures de salaires sont compétitives vis-à-vis de celles en vigueur sur les marchés internationaux. L'échantillon retenu pour cette étude était significatif et représentatif quant au type d'organisme sondé, ainsi qu'aux grades et aux gammes d'emplois étudiés.

35. L'étude révèle également que le régime commun des Nations Unies connaît un taux de rotation du personnel supérieur à celui de l'administration fédérale américaine à des grades comparables. Environ un tiers des départs se fait

/...

volontairement et intervient après six années de service en moyenne. Sur le nombre total de départs volontaires, 89 % sont dûs à des démissions et au non-renouvellement des contrats. Le problème du maintien en poste du personnel se pose avec une acuité particulière au niveau P-4 et au delà, et en ce qui concerne le personnel des pays d'Europe de l'Ouest travaillant dans le domaine médical, scientifique, technique ou administratif.

36. Les pourcentages de départs volontaires d'organismes des Nations Unies signalés en 1992 correspondent à ceux indiqués dans une étude réalisée par le Gouvernement américain en 1987. L'analyse montre par ailleurs que, durant la période 1992-1993, 20 000 candidatures ont été enregistrées au titre de 455 postes vacants. Sur les 54 candidats recensés pour chaque poste, 3,3 seulement ont été jugés suffisamment qualifiés.

37. Quant à la question des barèmes spéciaux de rémunérations, depuis 1985, l'administration fédérale des États-Unis a recours à de tels barèmes. À la fin de 1989, 11 % de tous les fonctionnaires fédéraux travaillant dans dix administrations différentes bénéficiaient de barèmes spéciaux. En vertu du principe Noblemaire, on pourrait valablement comparer directement les rémunérations en vigueur au sein des Nations Unies pour chaque type de spécialité applicable avec les barèmes spéciaux maximums appliqués aux fonctionnaires de l'administration fédérale.

38. En ce qui concerne la suspension de l'octroi de contrats permanents aux personnes en période de stage recrutées par voie de concours, l'orateur reconnaît qu'il s'agit là d'une question importante non seulement pour les pays qui ont fait part de leur préoccupation, mais aussi pour l'Organisation, dont l'avenir dépend de la volonté des jeunes recrues de rester en poste pour une longue durée. En prenant cette décision, le Secrétaire général n'avait pas l'intention d'aller à l'encontre du désir des jeunes recrues de travailler au sein de l'Organisation ou d'affaiblir, sous quelque aspect que ce soit, le régime des carrières au sein des Nations Unies. Il a d'ailleurs reconnu lui-même que l'octroi de contrats permanents était important pour ce qui est de faire assurer la gestion par un noyau central d'administrateurs. L'octroi de contrats permanents est en outre l'un des rares avantages qui distinguent les Nations Unies d'autres employeurs internationaux comme la Banque mondiale ou l'OCDE.

39. Durant les jours précédents, l'orateur a rencontré ses jeunes collègues et écouté leurs motifs de préoccupation. Il a expliqué que ce changement de situation n'est pas directement lié à l'organisation de leurs carrières et qu'il ne faut pas considérer qu'il signifie que le Secrétaire général est moins déterminé à respecter leurs objectifs à long terme. La sécurité d'emploi au sein de l'Organisation dépend davantage de la qualité des performances d'une personne au fil des ans que d'un quelconque lien contractuel.

40. Néanmoins, à la suite des discussions que l'orateur et le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion ont tenues avec les États Membres concernés, des consultations ont été engagées avec le Bureau des affaires juridiques pour déterminer la meilleure réponse à apporter aux préoccupations qui ont été exprimées. L'orateur espère être en mesure de soumettre au Secrétaire général une solution de compromis susceptible de satisfaire à la fois les jeunes administrateurs et les États Membres. Il espère

en outre qu'à l'occasion de sa cinquante-et-unième session, l'Assemblée générale élaborera des propositions sur la question des contrats permanents, dans le but de déterminer l'équilibre qu'il convient d'assurer entre les nominations sous contrats de durée déterminée et les nominations à titre permanent.

POINT 164 DE L'ORDRE DU JOUR : NORMALISATION DE LA SITUATION DE L'AFRIQUE DU SUD (A/50/250/Add.3, A/C.5/50/1/Add.1 et A/50/L.44)

41. Le PRÉSIDENT déclare qu'en raison de la complexité financière du point 164 de l'ordre du jour sur la normalisation de la situation de l'Afrique du Sud, l'Assemblée générale a invité la Cinquième Commission à fournir des observations techniques au sujet de l'application du projet de résolution A/50/L.44.

42. M. TAKASU (Contrôleur) présente une note informelle établie par le Secrétariat pour faciliter l'examen du point 164 et clarifier les procédures à suivre en cas d'adoption du projet de résolution A/50/L.44 par l'Assemblée générale. Aux termes du projet de résolution, les arriérés de contributions accumulés au 23 juin 1994, date à laquelle a été adoptée la résolution 48/258 A de l'Assemblée générale autorisant l'Afrique du Sud à reprendre sa participation aux travaux de l'Assemblée générale, seront considérés comme n'étant plus exigibles.

43. Le montant total des arriérés de contributions de l'Afrique du Sud au budget ordinaire pour la période allant du 30 septembre 1974, date à laquelle sa participation aux travaux de l'Assemblée générale a été suspendue, au 31 décembre 1993 s'élève à 53 881 711 dollars. Lorsque des États Membres omettent d'acquitter leurs contributions, le manque à recevoir correspondant est emprunté sur le Fonds de roulement, le Compte spécial ou les excédents budgétaires conservés à la clôture de l'exercice biennal après suspension du Règlement financier par l'Assemblée générale. Le montant total ainsi retenu s'élève actuellement à 122,2 millions de dollars; il doit être remboursé au prorata aux États Membres lorsque la situation financière se sera améliorée. En cas d'adoption du projet de résolution A/50/L.44 par l'Assemblée générale, les États Membres renonceront à titre permanent au droit à leurs parts respectives des 53 881 771 dollars de l'excédent pour l'exercice biennal 1986-1987 retenus aux termes de la résolution 42/216 A de l'Assemblée générale. En annexe I à la note informelle figurent les montants indicatifs devant venir en déduction de l'excédent retenu pour cet exercice biennal pour les divers États Membres. La désignation des États Membres figurant dans la liste de cette annexe reflète leur désignation officielle durant la période 1986-1988 et non pas leur situation politique actuelle.

44. Les 250 000 dollars représentant l'encours de la dette de l'Afrique du Sud à l'égard du Fonds de roulement ne sont pas mentionnés dans le projet de résolution, de sorte que l'engagement de l'Afrique du Sud d'acquitter l'intégralité de sa quote-part à ce Fonds n'est en principe pas affecté.

45. Le montant total des contributions non acquittées de l'Afrique du Sud aux opérations de maintien de la paix pour la période allant du 30 septembre 1974 au 23 juin 1994 s'élève à 40 905 714 dollars. En cas d'adoption du projet de résolution, ces arriérés pourront être compensés soit par des contributions d'un montant équivalent des États Membres, soit au moyen d'un renoncement permanent des États Membres à leurs droits à une part correspondante des excédents

budgétaires déjà retenus. Ces excédents n'existent que pour deux comptes spéciaux : 64,9 millions de dollars au titre de la Force d'urgence des Nations Unies/Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FUNU/FNUOD), et 108,5 millions de dollars au titre de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Si la seconde option est retenue, les États Membres pourront décider de renoncer au prorata à leurs droits à leurs parts respectives des excédents budgétaires. L'annexe II indique les montants indicatifs devant venir en déduction de ces excédents pour les divers États Membres. Les chiffres sont indicatifs du fait que les barèmes actuels des quotes-parts et l'appartenance actuelle à l'Organisation ont été utilisés pour les calculs, lesquels auraient sans cela été extrêmement compliqués.

46. M. TELLO (Mexique) dit qu'à un moment où l'Organisation des Nations Unies traverse une grave crise financière, son Gouvernement est très dérouté par la nouvelle selon laquelle la Cinquième Commission examine des questions telles qu'une augmentation de près de 10 % des traitements du personnel des Nations Unies ou la possibilité de renoncer au paiement des contributions de l'Afrique du Sud. L'initiative proposée dans le projet de résolution A/50/L.44 implique une suspension des dispositions de l'Article 19 de la Charte des Nations Unies. L'Afrique du Sud est un pays doté de vastes ressources naturelles et humaines, et de ressources financières suffisantes pour avoir été en mesure de produire, puis de détruire, des armes nucléaires. Si la mesure sans précédent consistant à suspendre l'Article 19 devait être prise en faveur de l'Afrique du Sud, pourquoi ne pas agir de la sorte en faveur d'autres États qui n'ont pas pu s'acquitter de leurs engagements envers les Nations Unies?

47. Le montant total des arriérés de contributions de l'Afrique du Sud est indiqué comme s'élevant à 118 943 354 dollars dans le document A/50/666/Add.2 en date du 28 novembre 1995. Ce chiffre a par la suite été ajusté à la baisse, pour s'établir à 103 776 764 dollars, afin de refléter la situation existant durant la période allant du 30 septembre 1974 au 23 juin 1994. La délégation de l'orateur observe que le montant total a de plus été ramené à 94 787 425 dollars dans la note informelle actuellement soumise à la Commission, et désire savoir si ce chiffre est officiel ou simplement "informel". La tendance de tous ces chiffres étant à la baisse, on a l'impression que la dette de l'Afrique du Sud envers l'Organisation risque de disparaître entièrement si l'Assemblée générale attend suffisamment longtemps.

48. La délégation de l'orateur ne verrait pas d'objection à ce que le projet de résolution A/50/L.44 soit adopté si ses auteurs étaient prêts à assumer la responsabilité financière de son exécution. À cet égard, l'intervenant est surpris de constater que les États-Unis d'Amérique, qui sont actuellement l'État membre dont la dette envers l'Organisation est la plus élevée, sont l'un des auteurs. Si, en revanche, les implications financières de la résolution devaient être supportées par tous les États Membres, sa délégation devrait demander des instructions à son Gouvernement avant de se rallier à un consensus qui l'obligerait à renoncer à son droit au remboursement d'un montant supérieur à 500 000 dollars.

49. La liste des États Membres figurant à l'annexe I au document informel comprend certains États, comme la Tchécoslovaquie ou la République démocratique allemande, qui n'existent plus, et certains autres pays en sont exclus.

L'orateur demande quelles implications cela a pour le partage des coûts au prorata.

50. Enfin, il souligne que le Mexique, bien qu'il ait à faire face à une crise financière sans précédent, a acquitté l'intégralité de ses contributions au budget ordinaire.

51. M. HO (Singapour) dit que sa délégation considère avec bienveillance les circonstances exceptionnelles dans lesquelles se trouve l'Afrique du Sud, et c'est à ce titre qu'elle figure parmi les auteurs du projet de résolution A/50/L.44. Le Contrôleur a déclaré que le projet de résolution avait établi que les arriérés de contributions accumulés au 23 juin 1994 seraient considérés comme n'étant plus exigibles. Or, le projet de résolution faisait spécifiquement référence à la période allant du 30 septembre 1974 au 23 juin 1994. L'orateur demande au Contrôleur d'expliquer cette apparente contradiction.

52. M. ELZIMAITY (Égypte) dit que sa délégation est l'un des auteurs du projet de résolution A/50/L.44 et espère que cette résolution sera adoptée par consensus.

53. M. RONNEBERG (Iles Marshall) dit que sa délégation, qui est l'un des auteurs du projet de résolution A/50/L.44, estime que les arriérés dûs par l'ancien régime d'apartheid doivent être considérés comme n'étant plus exigibles, et est donc d'accord avec les dispositions des paragraphes 5 et 8 b) de la note informelle établie par le Secrétariat. Elle est en faveur du projet de résolution à condition qu'il soit entendu que l'Assemblée générale ne crée pas un précédent susceptible d'être appliqué de manière sélective à l'avenir.

54. M. LACLAUSTRA (Espagne), intervenant au nom de l'Union européenne, dit qu'un certain nombre de questions appellent encore des réponses dans le contexte de la note informelle, et que l'Union européenne attend avec intérêt de participer aux consultations officielles à ce sujet.

55. M. CHINVANNO (Thaïlande) désire savoir s'il y a une raison particulière qui justifie le fait de déduire les contributions non acquittées de l'excédent budgétaire pour l'exercice biennal 1986-1987.

56. Mme ARAGON (Philippines) dit que sa délégation a décidé de parrainer elle aussi le projet de résolution A/50/L.44.

57. M. MALAN (Côte d'Ivoire) dit que le raisonnement qui sous-tend les observations du représentant du Mexique ne correspond pas à la réalité, à la logique ou à la philosophie politique qui ont motivé la création des Nations Unies. Sa délégation est en faveur du projet de résolution A/50/L.44 du fait que l'Afrique du Sud n'a pas participé aux travaux des Nations Unies durant la période où elle a été suspendue, mais qu'à présent que ce pays a éliminé l'odieux système d'apartheid et a recommencé à participer à ces travaux, la communauté internationale doit faire un geste à son égard. Cette question ne doit pas être considérée dans le contexte de la crise financière à laquelle fait face l'ONU.

58. M. GJESDAL (Norvège) dit que sa délégation a le plaisir de soutenir les options techniques justifiant la renonciation aux contributions non acquittées de l'Afrique du Sud qui sont énoncées aux paragraphes 5 et 8 b) de la note informelle.

59. Quant à la question de savoir comment répondre à la demande adressée par l'Assemblée générale à la Cinquième Commission pour qu'elle soumette ses observations techniques, le Bureau devrait faire part, dans leurs grandes lignes, des diverses observations techniques formulées lors de la présente séance.

60. M. Soong Chul SHIN (République de Corée) annonce que son Gouvernement a décidé de devenir l'un des auteurs du projet de résolution A/50/L.44.

61. M. TAKASU (Contrôleur) dit que toutes les données figurant dans la note informelle établie par le Secrétariat sont officielles et que le maximum a été fait pour s'assurer de leur exactitude au dollar près. Les autres documents émanant du Secrétariat, notamment ceux relatifs aux contributions non acquittées, indiquent que le montant actuellement dû par l'Afrique du Sud s'élève à 118 millions de dollars. Le chiffre visé dans le projet de résolution A/50/L.44 porte sur la période allant du 30 septembre 1974 au 23 juin 1994 et est, de ce fait, moins élevé.

62. En ce qui concerne le paragraphe 4 de la note informelle, il dit qu'au regard du niveau élevé des contributions non acquittées, l'Assemblée générale a décidé à quatre reprises, dans le passé, de suspendre le Règlement financier pour permettre au Secrétariat de continuer de fonctionner. Les excédents budgétaires retenus à ces occasions correspondaient aux chiffres applicables aux États Membres à la date en question. Il a été suggéré, dans le cas actuel, que les États Membres renoncent au droit à leurs parts respectives des excédents pour l'exercice biennal 1986-1987 parce que cet exercice biennal est désigné au paragraphe 1 du projet de résolution A/50/L.44. Il s'agit de la période qui a dégagé un excédent budgétaire suffisant pour couvrir le montant dû par l'Afrique du Sud au titre de la période durant laquelle elle n'a pas participé aux travaux de l'Assemblée générale.

63. L'annexe I a été incluse dans la note informelle afin d'indiquer les montants devant venir en déduction pour les États Membres durant l'exercice biennal 1986-1987. Il est très important de garder cela à l'esprit. Les questions de succession ou de situation politique n'entrent pas en ligne de compte.

64. M. TELLO (Mexique) se déclare satisfait du fait qu'aucune objection n'a été émise à l'idée que les États Membres qui sont les auteurs du projet de résolution A/50/L.44 sont ceux qui renonceront au droit à leurs parts respectives de l'excédent budgétaire au titre de l'exercice biennal 1986-1987. Il demande au Contrôleur de fournir une nouvelle note informelle indiquant les montants précis vis-à-vis desquels ces États Membres renonceront à leur droit. Il désire par ailleurs savoir si le fait d'y renoncer sera transcrit dans une note au Secrétaire générale ou enregistré sous une autre forme.

65. M. MWAKAWAGO (République-Unie de Tanzanie) dit que sa délégation, qui est l'un des auteurs du projet de résolution A/50/L.44, considère que cette question

est une question de principe et estime qu'elle n'est pas liée à la crise financière. L'idée selon laquelle seuls les auteurs du projet de résolution devraient être considérés comme ayant renoncé à leur droit est totalement sans précédent.

66. M. HANSON (Canada) dit que, conformément à la Charte, les montants en jeu sont des montants à la charge des Nations Unies et doivent, de ce fait, être assumés par l'ensemble des États Membres sans exception.

67. M. TELLO (Mexique) dit que son pays maintient des relations très cordiales avec l'Afrique du Sud, et que la question n'a rien à voir avec les relations bilatérales entre États. Si sa délégation ne figure pas parmi les auteurs du projet de résolution A/50/L.44, cela tient notamment au fait que le coût à la charge des États Membres était inconnu jusqu'à ce que la note informelle soit distribuée. Sa délégation a encore besoin de consulter son Gouvernement sur cette question.

68. Nonobstant les dispositions du paragraphe 3 du projet de résolution, les délégations doivent, que cela leur plaise ou non, se rendre du fait qu'elles créent aujourd'hui un précédent dont pourra se prévaloir tout État membre à l'avenir. Il est donc essentiel que les États Membres adoptent une décision sur cette question en ayant pleinement connaissance de ses implications.

69. Le PRÉSIDENT fait remarquer que la Commission n'est pas censée prendre de mesures au sujet du projet de résolution A/50/L.44. Le texte de celui-ci a été soumis à la Commission pour qu'elle fasse part de ses observations techniques. Ces observations seront transmises à l'Assemblée en séance plénière, qui prendra des mesures.

70. M. TAKASU (Contrôleur) déclare que le paragraphe 1 du projet de résolution A/50/L.44 sert de base aux dispositions du paragraphe 5 de la note informelle établie par le Secrétariat, selon lesquelles les États Membres renonceront à titre permanent au droit à leurs parts respectives des 53 881 711 dollars de l'excédent pour l'exercice biennal 1986-1987. Le montant autorisé à titre de retenue par l'Assemblée générale dans sa résolution 42/216 A est plus que suffisant pour couvrir les contributions non acquittées de l'Afrique du Sud au budget ordinaire pour la période considérée. La référence a trait à l'excédent budgétaire appartenant aux États Membres des Nations Unies à la date à laquelle l'excédent a été déclaré. Aux termes du Règlement financier, une fois que la situation financière de l'Organisation se sera améliorée, le montant de l'excédent budgétaire sera remboursé aux États Membres des Nations Unies sur la base des barèmes des quotes-parts à la date en question. Cela explique pourquoi il est indiqué au paragraphe 5 de la note informelle que les États Membres renonceront à titre permanent à leurs droits vis-à-vis du montant indiqué.

71. M. TELLO (Mexique) dit que, lorsque des excédents sont dégagés au niveau du budget de l'ONU, particulièrement pour les opérations de maintien de la paix, le Secrétariat en avise par écrit les États Membres. Le Mexique a toujours accusé réception de ces notifications, en demandant au Secrétariat si les montants en question doivent venir en déduction des contributions que doit acquitter le Mexique à l'avenir, ou crédités sur le montant de l'encours des dettes du Mexique. L'orateur se demande, par conséquent, si le Secrétariat attend de chaque État membre qu'il communique par écrit sa renonciation formelle au

montant de la part de l'excédent budgétaire au titre de l'exercice biennal 1986-1987 auquel il a droit, ou s'il convient d'envisager un arrangement selon lequel le montant de la dette sera réparti entre les auteurs de la résolution.

72. M. TAKASU (Contrôleur) dit que l'Assemblée générale a, en de nombreuses occasions, décidé de suspendre les dispositions du Règlement financier relatives aux excédents budgétaires et de ne pas rembourser les montants correspondants aux États Membres. Ce type de disposition figure au paragraphe 1 du projet de résolution, selon lequel l'excédent budgétaire accumulé au titre de l'exercice biennal 1986-1987 sera réduit d'un montant de 53,8 millions de dollars, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale.

73. L'annexe I de la note informelle indique les montants qui viendraient en déduction des crédits auxquels ont droit les États Membres au titre de l'excédent budgétaire pour l'exercice biennal 1986-1987 si cette décision était adoptée. L'orateur insiste toutefois sur le fait que ces chiffres ont une valeur purement indicative.

74. M. TELLO (Mexique) dit qu'en ce qui concerne le budget ordinaire, il croit comprendre que les États Membres ne seront pas tenus de soumettre au Secrétaire général des notifications écrites pour renoncer aux montants auxquels ils ont droit. Il se demande toutefois s'il en est de même des montants retenus sur les comptes spéciaux pour les opérations de maintien de la paix et si ces chiffres ont eux aussi une valeur purement indicative.

75. M. NATHON (Hongrie) fait observer qu'en choisissant l'excédent budgétaire accumulé durant l'exercice biennal 1986-1987, le Secrétariat fait preuve d'une certaine discrimination. La Hongrie, qui était membre de l'Organisation à cette date, espère en définitive recevoir sa part de l'excédent accumulé.

76. M. OBLIN (France) dit que la France, comme les autres membres de l'Union européenne, est prête à étudier les moyens de parvenir à une solution harmonieuse de ce problème. Il fait observer qu'en France, comme dans bien d'autres pays, le fait de renoncer à des crédits en vertu d'un accord interne est une pratique assez courante, mais que ce type de mesure peut devoir être traité comme une nouvelle contribution nécessitant une nouvelle autorisation.

77. M. HANSON (Canada) dit que son pays a décidé de parrainer le projet de résolution compte tenu des circonstances exceptionnelles qui l'ont motivé. Durant une vingtaine d'années, l'Afrique du Sud a, en vertu de décisions prises par l'Assemblée générale, été exclue des travaux de l'Assemblée générale et, conformément au principe selon lequel il ne saurait y avoir imposition sans représentation, on ne peut attendre d'elle qu'elle acquitte ses contributions pour cette période. L'Organisation est à présent confrontée aux conséquences de ses décisions, dont les implications financières doivent être supportées par l'ensemble des États Membres.

78. Quant à la question des renonciations, l'orateur fait observer qu'au cours des mois précédents, l'ONU a adopté des dispositions en matière de financement pour les tribunaux internationaux qui reposent en partie sur le principe de crédits compensatoires. Ces dispositions ont été arrêtées en vertu d'une

décision de la seule Assemblée générale, et sans que des renonciations soient nécessaires de la part des États Membres concernés.

79. M. OWADE (Kenya) dit que son pays a également parrainé la résolution compte tenu de l'aspect exceptionnel de la situation, qui ne peut par conséquent être considérée comme créant un précédent. Il fait observer qu'il n'appartient pas à la Commission d'examiner s'il convient ou non d'annuler la dette de l'Afrique du Sud, mais qu'elle est plutôt tenue de fournir un avis technique.

80. M. TAKASU (Contrôleur) dit que l'annexe II de la note informelle indique les montants qui viendront probablement en déduction des crédits au titre des opérations de maintien de la paix. Les calculs sont basés sur les actuels barèmes des quotes-parts et ont une valeur purement indicative.

81. En réponse aux déclarations du représentant de la Hongrie, il indique que l'exercice biennal 1986-1987 a été choisi du fait que c'est celui qui a généré le seul excédent suffisamment grand pour pouvoir couvrir les arriérés de l'Afrique du Sud.

82. Le PRÉSIDENT suggère que la Commission l'autorise à faire savoir au Président de l'Assemblée générale que, si celle-ci adopte le projet de résolution A/50/L.44, il sera entendu que le projet de résolution sera mis à exécution conformément aux procédures énoncées aux paragraphes 5, 6, 8 b) et 9 de la note informelle.

83. M. TELLO (Mexique) dit que sa délégation devra consulter son Gouvernement pour recevoir des instructions sur la démarche à suivre à ce sujet, et qu'elle aura besoin pour cela d'un délai d'au moins 48 heures.

84. Quant à la procédure à suivre, il indique que le Mexique a dûment pris note de l'accent mis par le Contrôleur sur l'aspect indicatif, et non pas officiel, du document, ainsi que d'anomalies telles que le fait que ce document attribue des montants à des pays qui n'existent plus.

85. M. LACLAUSTRA (Espagne), intervenant au nom de l'Union européenne, déclare que l'échange de vues sur cette question a été très utile et servira de cadre valable pour les consultations officielles relatives aux observations techniques que l'Assemblée générale a demandées.

La séance est levée à 18 h 35.